

F I P P

Société Anonyme au capital de 15 000 000 euros
Siège social : 55, rue Pierre Charron - 75008 Paris
RCS PARIS 542 047 212

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 27 JUIN 2023

Procès-verbal des délibérations

Le mardi vingt-sept juin deux mille vingt-trois, à onze heures, au siège social, les actionnaires se sont réunis en Assemblée Générale Mixte sur convocation du Conseil d'Administration.

Un avis de réunion a été publié dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°61 du 22 mai 2023.

La meeting notice de l'avis de réunion a été diffusée le 22 mai 2023.

Un avis de convocation a été inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°70 et sur le support Actu-Juridique.fr du 12 juin 2023.

La meeting notice de l'avis de convocation a été diffusée le 12 juin 2023.

Les actionnaires titulaires de titres nominatifs ont été convoqués par lettre simple conformément aux dispositions des statuts.

Le cabinet DELOITTE & ASSOCIES, co-Commissaire aux Comptes titulaire, représenté par Monsieur Albert AIDAN régulièrement convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception, est absent.

Le cabinet EXCO PARIS ACE, co-Commissaire aux Comptes titulaire, représenté par Monsieur Baptiste SARAZIN, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception, est présent.

Madame Delphine DEDIEU de l'étude CHERKI - huissier de justice assiste également à l'assemblée.

En l'absence de Monsieur LONSDALE-HANDS, l'Assemblée désigne Monsieur Ludovic DAUPHIN, administrateur, comme Président.

Les membres de l'assemblée ont élargé la feuille de présence en entrant en séance.

Sont désignés en qualité de scrutateurs de l'assemblée, les deux actionnaires présents et acceptant cette fonction, représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix :

- La société Rodra Investissements s.c.s, représentée par Madame Florence SOUCEMARIANADIN,
- Monsieur Michel GAGNEPAIN,

Le bureau de l'assemblée désigne en qualité de secrétaire Madame Soliath ALABI, Responsable juridique.

WS

AS A 1 A-G

La feuille de présence est vérifiée, arrêtée et certifiée exacte par le bureau qui constate que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 49.363.325 actions sur les 122 471 554 actions formant le capital et ayant le droit de vote.

L'assemblée représentant plus du quart du capital, soit 40,31 % du capital, est régulièrement constituée et peut, en conséquence, valablement délibérer à titre ordinaire et extraordinaire.

Les 49.363.325 actions représentent un nombre égal de voix.

Sont mis à la disposition des actionnaires :

- la feuille de présence,
- le pouvoir de l'actionnaire représenté,
- la copie de l'avis de réunion publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 22 mai 2023.,
- la copie de l'avis de convocation paru au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et sur le support Actu-Juridique.fr du 12 juin 2023,
- la copie de la lettre de convocation adressée aux actionnaires nominatifs,
- les copies des lettres de convocation adressées aux Commissaires aux Comptes accompagnées des accusés de réception,
- les rapports du Conseil d'Administration,
- les comptes sociaux et leurs annexes,
- les comptes consolidés et leurs annexes,
- le tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices,
- l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions,
- les rapports des Commissaires aux Comptes,
- les statuts de la Société,
- la liste des administrateurs, Directeurs Généraux et des Commissaires aux Comptes,
- la liste des conventions réglementées,
- une formule de procuration,
- un formulaire de vote par correspondance,
- une formule de demande d'envoi de documents.

Puis le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par la loi et les règlements, devant être communiqués aux actionnaires, ont été tenus à leur disposition au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée et que la Société a fait droit, dans les conditions légales, aux demandes de communication dont elle a été saisie.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

A titre ordinaire :

- Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2022 incluant le rapport de gestion du Groupe ;
- Rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L.225-37 du Code de commerce ;
- Rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022, sur les comptes consolidés et sur le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L.225-37 du Code de commerce ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés par l'article L.225-38 du Code de commerce ;
- Approbation des comptes consolidés ;
- Approbation des comptes annuels et quitus aux Administrateurs ;

WD

AS²
B

L.G.

- Affectation du résultat ;
- Approbation des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce ;
- Approbation de la rémunération des mandataires sociaux versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, ce en application de l'article L 22-10-34 I du Code de commerce ;
- Approbation des éléments de la rémunération totale et des avantages de toute nature, versés ou attribués, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, à Monsieur Richard LONSDALE-HANDS, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général, ce en application de l'article L 22-10-34 II du Code de commerce ;
- Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux, au titre de l'exercice 2023, conformément à l'article L 22-10-8 II du Code de commerce ;
- Approbation de la politique de rémunération du Président Directeur Général, au titre de l'exercice 2023, conformément à l'article L 22-10-8 II du Code de commerce ;
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Richard LONSDALE-HANDS ;
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Valérie DUMENIL ;
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Laurence DUMENIL ;
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Ludovic DAUPHIN ;
- Nomination de Monsieur Jean FOURNIER, en qualité de nouvel administrateur ;
- Renouvellement du mandat de la Société EXCO PARIS ACE, Co-commissaire aux comptes titulaire ;
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de mettre en place un nouveau programme de rachat d'actions ;
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes.

A titre Extraordinaire :

- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues ;
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ;
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ;
- Autorisation d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires ;
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital, dans la limite de 10 % du capital, en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise établis en application des articles L.225-129-6 du Code de Commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail ;
- Plafond global des augmentations de capital ;
- Pouvoirs pour les formalités.

Le Président présente à l'Assemblée le rapport de gestion du Conseil d'Administration. Il résume l'activité de la Société intervenue au cours de l'exercice et les événements depuis le début de

l'exercice en cours.

Les Commissaires aux Comptes donnent ensuite lecture de leurs rapports.

Le Président indique que des questions écrites ont été posées. Il en donne la teneur ainsi que les réponses apportées par le Conseil d'Administration. Ces éléments sont annexés au présent procès-verbal.

Enfin, la discussion est ouverte.

Question : Pourquoi ce montant de pertes ?

Il est répondu : Elles sont essentiellement liées à la charge fiscale du site de Blanc Mesnil, l'administration avec laquelle nous sommes en litige, ayant appelé la taxe sur la valeur d'immeubles prétendument comparables dans une commune proche alors que nos bâtiments sont démontés et désossés. La décision du Conseil d'Etat a été favorable concernant les taxes foncières 2013 – 2018. Nous attendons la décision sur les années subséquentes (2019-2020) et nous sommes confiants. Il faut que ces procédures prennent fin pour sécuriser efficacement le terrain (le cout pour éviter les squatteurs s'élève à 25 à 30 KE par mois) et envisager la suite à donner. Mais les couts, à ce jour demeurent importants. Deuxième point qui pèse sur les résultats, le bail à construction d'un hôtel à la montagne avec un faible loyer et des travaux à réaliser dans un second hôtel, avec de difficultés pour solder les loyers impayés.

Question : quel est votre pronostic sur un éventuel promoteur pour le site ?

Il est répondu : Il faut un agrément par la mairie, pour lequel il est difficile d'avoir une visibilité. Mais le résultat des procédures fiscales sera important dans la décision des promoteurs potentiels intéressés.

Question : quid d'un rapprochement avec le groupe Acanthe ?

Il est répondu : Il n'est pas envisagé de rapprocher les groupes qui ont des stratégies différentes.

Question : qu'en est-il des procédures avec les locataires ?

Il est répondu : Clubmed n'a pas réglé 440KE (Covid). Nous estimons que le loyer est dû. Une procédure est en cours. La décision de première instance devrait intervenir sur l'exercice 2023.

Plus personne ne demandant la parole, les résolutions suivantes sont successivement mises aux voix.

A titre ordinaire :

Première résolution (*Approbaton des comptes consolidés*)

L'Assemblée générale, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2022, approuve ces comptes, tels qu'ils ont été présentés, se soldant par un résultat consolidé négatif de (2 443 K€), ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et présentées dans ces rapports.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363. ~~125~~

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

W

AS⁴
FS
N.G.

Deuxième résolution (Approbation des comptes annuels et quitus aux Administrateurs)

L'Assemblée générale, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2022, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date se soldant par une perte de 1 249 260,75 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et présentées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux Administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée générale prend acte de ce que la Société n'a engagé aucune charge non déductible fiscalement (article 39-4 du Code général des impôts) au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

Troisième résolution (Affectation du résultat)

L'Assemblée générale, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter la perte de l'exercice de la manière suivante :

Perte de l'exercice clos le 31 décembre 2022 :	(1 249 260,75) €
Report à nouveau au 31 décembre 2022 :	(12 599 225,95) €
<u>Affectation</u> : En totalité, au poste « report à nouveau » :	(1 249 260,75) €
Solde du poste « report à nouveau » après affectation :	(13 848 486,70) €

Il est précisé que, dans le cadre du régime SIIC, la Société a des obligations de distribution de ses résultats ; celles-ci s'élèvent à un montant de 194 498,17 euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 pour un résultat exonéré (résultat SIIC) d'un montant de 207 892,81 euros composé pour 207 892,81 euros d'un résultat de locations.

Le résultat distribuable étant négatif, l'obligation de distribution est donc reportée sur le premier exercice bénéficiaire suivant et les exercices ultérieurs en tant que de besoin.

Il est rappelé que la Société a des obligations de distribution au titre des exercices précédents, qui demeurent par ailleurs non remplies à ce jour, à savoir :

Année	Obligation SIIC reportée
2012	1 478 811 €
2015	4 046 436 €
2016	52 459 €
2017	242 193 €

WS

AS

5
FS

16'

2018	978 583 €
2019	57 067 €
2020	146 932 €
2021	85 850 €
Total	7 088 731 €

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, le Président précise au Conseil qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

Quatrième résolution (Approbation des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce)

Statuant sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes qui lui a été présenté sur les conventions des articles L.225-38 du Code de commerce, l'Assemblée générale prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Convention Acanthe (Venus)

VOIX POUR : 2000

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

Convention Acanthe (Pamier)

VOIX POUR : 49.363.425

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

Cinquième résolution (Approbation de la rémunération des mandataires sociaux versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, ce en application de l'article L 22-10-34 I du Code de commerce)

L'Assemblée générale, en application de l'article L 22-10-34 I du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve les informations mentionnées à l'article L.22-10-9 I du Code de commerce, telles que présentés au paragraphe 9 du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

u

AS FS 6 A.G.

Sixième résolution (*Approbation des éléments de la rémunération totale et des avantages de toute nature, versés ou attribués, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, à Monsieur Richard LONSDALE-HANDS, Président du Conseil d'administration et Directeur Général, ce en application de l'article L 22-10-34 II du Code de commerce*)

L'Assemblée générale, en application de l'article L 22-10-34 II du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve les éléments de la rémunération totale et des avantages de toute nature, versés ou attribués, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, à Monsieur Richard LONSDALE-HANDS, Président du Conseil d'administration et Directeur Général, ce en application de l'article L 22-10-34 II du Code de commerce, tels que présentés au paragraphe 9 du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425
VOIX CONTRE :
ABSTENTION :

Septième résolution (*Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux, au titre de l'exercice 2023, conformément à l'article L 22-10-8 II du Code de commerce*)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application de l'article L.22-10-8 II du Code de commerce, la politique de rémunération des mandataires sociaux, au titre de l'exercice 2023, telle que présentée au paragraphe 8 du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425
VOIX CONTRE :
ABSTENTION :

Huitième résolution (*Approbation de la politique de rémunération du Président Directeur Général, au titre de l'exercice 2023, conformément à l'article L 22-10-8 II du Code de commerce*)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application de l'article L.22-10-8 II du Code de commerce, la politique de rémunération du Président Directeur général, au titre de l'exercice 2023, telle que présentée au paragraphe 8 du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425
VOIX CONTRE :
ABSTENTION :

W

AS 7 FS N.G.

Neuvième résolution (*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Richard LONSDALE-HANDS*)

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et constatant que le mandat de Monsieur Richard Lonsdale-Hands est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une nouvelle période de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Cette résolution mise aux voix est rejetée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR :
VOIX CONTRE : 49.361.425
ABSTENTION : 2.000

Dixième résolution (*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Valérie DUMENIL*)

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et constatant que le mandat de Madame Valérie DUMENIL est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une nouvelle période de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425
VOIX CONTRE :
ABSTENTION :

Onzième résolution (*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Laurence DUMENIL*)

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et constatant que le mandat de Madame Laurence DUMENIL est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une nouvelle période de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425
VOIX CONTRE :
ABSTENTION :

Douzième résolution (*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Ludovic DAUPHIN*)

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et constatant que le mandat de Monsieur Ludovic DAUPHIN est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une nouvelle période de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

40

AS 8
FS

A.G.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

Treizième résolution (*Nomination de Monsieur Jean FOURNIER en qualité de nouvel administrateur*)

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires décide de nommer, Monsieur Jean FOURNIER, né le 30 Octobre 1947 à Châlette-sur-Loing, de nationalité française et demeurant 33 Avenue Duquesne- 75007 PARIS, pour une période de trois années à compter de ce jour, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

Quatorzième résolution (*Renouvellement du mandat de la Société EXCO PARIS ACE, Co-commissaire aux comptes titulaire*)

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et constatant que le mandat de la société EXCO PARIS ACE, co-commissaire aux comptes titulaire est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

Quinzième résolution (*Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de mettre en place un nouveau programme de rachat d'actions*)

Conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce, du Règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, entré en vigueur le 13 octobre 2004, et du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF), l'Assemblée générale des Actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et ayant connaissance du rapport présenté par le Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à acheter et vendre par la Société ses propres actions.

Ces achats et ventes pourront être effectués à toutes fins permises ou qui viendraient à être autorisées par les lois et règlements en vigueur et, notamment, en vue des objectifs suivants :

- l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;

40

AS 9
AS
N.G.

- l'attribution des actions ainsi acquises aux titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société lors de l'exercice qu'ils feront des droits attachés à ces titres et ce, conformément à la réglementation boursière en vigueur ;
- l'achat d'actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- l'attribution des actions ainsi acquises à des salariés et mandataires sociaux (dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi), notamment dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions, de celui d'attributions gratuites d'actions ou de celui d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- l'annulation éventuelle des actions acquises en une ou plusieurs fois, sur sa seule décision, tout ou partie des actions propres détenues par la Société et réduction corrélative du capital social et/ou à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix ;
- la remise des actions en paiement de distributions de dividendes ou autres distributions votées par les Actionnaires de la Société ;
- la mise en œuvre de toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être effectués, sur le marché ou de gré à gré, par tout moyen compatible avec la loi et la réglementation en vigueur, y compris par l'utilisation d'instruments financiers dérivés et par acquisition ou cession de blocs.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, sous réserve des périodes d'abstention prévues par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

L'Assemblée générale décide que le prix maximum d'achat ne pourra excéder 1 € (un euro) par action et fixe, conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, le nombre maximum d'actions pouvant être acquises au titre de la présente autorisation à 10 % du capital social de la Société ; étant précisé que (i) le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, ne pourra excéder 5% de son capital, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62, alinéa 6, du Code de commerce ; et (ii) cette limite s'applique à un nombre d'actions qui sera, le cas échéant, ajusté afin de prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente assemblée, les acquisitions réalisées par la Société ne pouvant en aucun cas l'amener à détenir, directement ou indirectement, plus de 10 % du capital social, étant précisé que le montant global que la Société pourra consacrer au rachat de ses propres actions sera conforme aux dispositions de l'article L.225-210 du Code de commerce.

En cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres, sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente autorisation ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des actions, le prix unitaire maximum ci-dessus visé sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

L'Assemblée générale prend acte que les Actionnaires seront informés, dans le cadre de la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle, de l'affectation précise des actions acquises aux différents objectifs poursuivis dans le cadre du programme de rachat d'actions et des modalités des rachats effectués au cours de l'exercice.

L'Assemblée générale confère au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, tous les pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de décider la mise en œuvre de la présente autorisation ;

40

- de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, conformément à la réglementation boursière en vigueur ;
- d'effectuer toutes déclarations et de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

La présente autorisation est donnée pour une durée ne pouvant excéder dix-huit mois à compter de la présente Assemblée, et remplace l'autorisation donnée par l'Assemblée générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 28 Juin 2022 dans sa dixième résolution.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

Seizième résolution (*Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes*)

L'Assemblée Générale, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions des articles L.225-129, L.225-129-2 et L.225-130 du Code de Commerce :

1°) Délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, pendant une période de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfiques ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible et sous forme d'attribution d'actions gratuites ou/et d'élévation de la valeur nominale des actions existantes.

2°) Décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées, augmenté du montant nécessaire pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions et indépendamment du plafond global fixé à la vingt-troisième résolution sur lequel il s'impute, ne pourra être supérieur au montant des comptes de réserves, primes ou bénéfiques visés ci-dessus qui existent lors de l'augmentation de capital.

3°) En cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation, l'assemblée décide, conformément aux dispositions de l'article L.225-130 du Code de Commerce, que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation au plus tard trente jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier de titres attribués.

4°) Décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence et modifier en conséquence les statuts.

5°) Prend acte de ce qu'il pourra être fait usage de la présente délégation en période d'offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la Société.

6°) Prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

40

AJ 11
B

N.C.

VOIX POUR : 49.363.425
VOIX CONTRE :
ABSTENTION :

A titre extraordinaire :

Dix-septième résolution (*Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues*)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par annulation de toute quantité d'actions auto-détenues qu'il décidera, dans les limites fixées par la loi, conformément aux dispositions de l'article L.22-10-62 alinéa 7 du Code de commerce.

Le nombre maximum d'actions pouvant être annulées par la Société en vertu de la présente autorisation est de 10% des actions composant le capital de la Société par périodes de vingt-quatre mois, étant précisé que cette limite s'applique à un nombre d'actions qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration pour procéder à cette ou ces réductions de capital, notamment arrêter le nombre d'actions à annuler, constater la réalisation de la réduction de capital, procéder à la modification corrélative des statuts, effectuer toutes formalités, démarches et déclarations auprès de tous organismes et d'une manière générale, faire le nécessaire dans le respect des dispositions en vigueur.

La présente autorisation est donnée pour une durée ne pouvant excéder dix-huit mois à compter de la présente Assemblée et annule et remplace l'autorisation donnée par l'Assemblée générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 28 Juin 2022 dans sa onzième résolution.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425
VOIX CONTRE :
ABSTENTION :

Dix-huitième résolution (*Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance*)

L'Assemblée Générale, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions des articles L.225-129, L.225-129-2, L.228-91, L.228-92 et L.228-93 du Code de Commerce :

1°) Délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, sa compétence à l'effet de décider une ou plusieurs augmentations du capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, par l'émission, en France ou à l'étranger, en euros, d'actions ordinaires de la Société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la Société à émettre ou d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou

us

AS 12 B A.G.

de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, les valeurs mobilières autres que des actions pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies, par souscription en numéraire ou par compensation de créances dans les conditions légales.

La présente délégation est donnée pour une durée ne pouvant excéder vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

2°) Décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur au plafond global fixé dans la vingt-troisième résolution ci-après sur lequel il s'imputera le cas échéant.

3°) Décide que :

a) les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux actions et/ou valeurs mobilières dont l'émission serait décidée en vertu de la présente délégation de compétence.

b) si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions et/ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil pourrait offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

Si les souscriptions des actionnaires et le cas échéant, du public n'ont pas absorbé la totalité des actions et/ou valeurs mobilières à émettre, le Conseil d'Administration aura la faculté, dans l'ordre qu'il déterminera, soit de limiter, conformément à la loi, l'émission au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission qui aura été décidée, soit de répartir librement tout ou partie des titres émis non souscrits.

4°) Constate que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société, susceptibles d'être émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.

5°) Décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence et modifier en conséquence les statuts.

6°) Prend acte de ce qu'il pourra être fait usage de la présente délégation en période d'offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la Société.

7°) Prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

Dix-neuvième résolution (*Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créances*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport

spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions des articles L.225-129, L.225-129-2, L.22-10-51, L.22-10-52, L.22-10-54, L.225-135, L.225-136, L.228-91, L.228-92 et L.228-93 du Code de Commerce :

1°) Délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, sa compétence à l'effet de décider une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission, en France ou à l'étranger par voie d'offre au public de titres financiers, d'actions ordinaires de la Société libellées en euros ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la Société à émettre ou d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créances, les valeurs mobilières autres que des actions pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou une unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies, dont la souscription pourra être libérée soit en espèces, soit par compensation de créances dans les conditions légales.

Conformément à l'article L.22-10-54 du Code de Commerce, les actions nouvelles pourront être émises à l'effet de rémunérer des titres apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange ou d'une offre publique mixte sur des actions d'une autre société dont les actions sont soumises aux négociations sur un marché réglementé, étant précisé que le Conseil d'Administration aura, en particulier, à fixer les parités d'échange ainsi que, le cas échéant, la soulte en espèces à verser aux actionnaires qui apporteront leurs titres à l'offre publique d'échange initiée par la Société.

La présente délégation est donnée pour une durée ne pouvant excéder vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

2°) Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et/ou valeurs mobilières qui pourront être émises en vertu de la présente délégation de compétence et de conférer au Conseil d'Administration le pouvoir d'instituer au profit des actionnaires un délai de priorité pour les souscrire et d'en fixer la durée, en application des dispositions de l'article L.22-10-51 du Code de Commerce.

3°) Décide que si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité des actions et/ou valeurs mobilières à émettre, le Conseil d'Administration aura la faculté, dans l'ordre qu'il déterminera, soit de limiter, conformément à la loi, l'émission au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission qui aura été décidée, ou d'offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

4°) Décide que le prix d'émission des actions et/ou des valeurs mobilières à émettre de manière immédiate ou différée sera au moins égal au minimum autorisé par la législation.

Le prix d'émission des actions résultant de l'exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital émises en vertu de la présente délégation est soumis aux dispositions de l'article L.22-10-52 du Code de Commerce.

5°) Autorise le Conseil d'Administration, conformément à l'article L.225-129-2 et du deuxième alinéa de l'article L.22-10-52 du Code de Commerce et dans la limite de 10 % du capital existant à ce jour, à fixer le prix d'émission selon les modalités suivantes : la somme revenant ou devant revenir à la Société, pour chacune des actions émises, après prise en compte, en cas d'émission de bons de souscription autonome d'actions, du prix de souscription desdits bons, devra au moins être égale à 90 % de la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation des modalités d'émission.

4

14

AS ES
N.G.

6°) Constate que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société, susceptibles d'être émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.

7°) Décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur au plafond global fixé dans la vingt-troisième résolution ci-après sur lequel il s'imputera le cas échéant.

8°) Décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence et modifier en conséquence les statuts.

9°) Prend acte de ce qu'il pourra être fait usage de la présente délégation en période d'offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la Société.

10°) Prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

Vingtième résolution (*Autorisation d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires*)

Pour chacune des émissions décidées en application des dix-huitième et dix-neuvième résolutions, le nombre de titres à émettre pourra être augmenté dans les conditions de l'article L.225-135-1 du Code de Commerce et dans la limite de 15 % de l'émission initiale (i) en application des dispositions de l'article R.225-118 du Code de Commerce et du plafond global prévu par la vingt-troisième résolution (ii) ci-après, lorsque le Conseil d'Administration constate une demande excédentaire.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425

VOIX CONTRE :

ABSTENTION :

Vingt et unième résolution (*Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social dans la limite de 10 % du capital, en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, conformément à l'article L.22-10-53 du Code de Commerce, durant une période de vingt-six mois, à procéder à l'émission d'actions ordinaires sur le rapport du commissaire aux apports et dans la limite de 10 % de son capital social au moment de l'émission, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L.22-10-54 du Code de Commerce ne sont pas applicables.

45

La présente autorisation est donnée pour une durée ne pouvant excéder vingt-six mois à compter de la présente assemblée et prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Le montant des augmentations de capital effectuées en vertu de la présente résolution s'impute sur le plafond global prévu par la vingt-troisième résolution ci-après.

En tant que de besoin, l'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, pour approuver et éventuellement réduire l'évaluation des apports, en constater la réalisation définitive, procéder aux augmentations de capital et modifier les statuts en conséquence.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425

VOIX CONTRE :

ABSTENTION

Vingt-deuxième résolution (*Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions réservées aux adhérents d'un PEE dans le cadre des dispositions des articles L.225-129-6 du Code de Commerce et L.3332-18 et suivants du Code du Travail*)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, statuant en application des articles L.225-129-6 et L.225-138-1 du Code de Commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail :

1. Autorise le Conseil d'Administration, s'il le juge opportun, sur ses seules décisions, à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires de numéraire et, le cas échéant, par l'attribution gratuite d'actions ordinaires ou d'autres titres donnant accès au capital, réservées aux salariés (et dirigeants) de la Société (et de sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de Commerce) adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ;
2. Supprime en faveur de ces personnes le droit préférentiel de souscription aux actions qui pourront être émises en vertu de la présente autorisation ;
3. Fixe à vingt-six mois à compter de la présente assemblée la durée de validité de cette autorisation et prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet ;
4. Limite le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées par utilisation de la présente autorisation à 3 % du montant du capital social atteint lors de la décision du Conseil d'Administration de réalisation de cette augmentation. Ce plafond s'imputera sur le plafond global tel que fixé par la vingt-troisième résolution ci-après.
5. Décide que le prix des actions à émettre, en application du 1/ de la présente délégation, ne pourra être ni inférieur de plus de 30%, (ou de 40 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L.3332-25 et L.3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans), à la moyenne des premiers cours cotés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'Administration fixant la date d'ouverture des souscriptions, ni supérieure à cette moyenne ;
6. Confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente autorisation, prendre toutes mesures et procéder à toutes formalités nécessaires.

Cette résolution mise aux voix est rejetée à l'unanimité des voix exprimées.

W

AS 16 B
N.G.

VOIX POUR :
VOIX CONTRE : 49.363.425
ABSTENTION :

Vingt-troisième résolution (Plafond global des augmentations de capital)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, fixe, conformément à l'article L.225-129-2 du Code de Commerce, le plafond global de l'augmentation du capital social qui pourrait résulter, immédiatement ou à terme, de l'ensemble des émissions d'actions, titres et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital réalisées en vertu des délégations de compétence et autorisations prévues par les seizième, dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt et unième, vingt-deuxième résolutions de la présente assemblée, à un montant nominal total maximal de 100 000 000 (cent millions) d'euros, ce montant ayant été établi compte non tenu du montant nominal des titres de capital à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425
VOIX CONTRE :
ABSTENTION :

Vingt-quatrième résolution (Pouvoirs pour les formalités)

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'adoption des voix exprimées.

VOIX POUR : 49.363.425
VOIX CONTRE :
ABSTENTION :

CLOTURE

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 12 H30

De tout ce que dessus il a été dressé, le présent procès-verbal, signé après lecture par les membres du bureau.

Le Président



Les Scrutateurs



Le Secrétaire



F I P P

Assemblée Générale Mixte du 27 JUIN 2023

Questions écrites

1. Vous recherchez des opportunités d'acquisition ?

Le groupe FIPP est attentif aux opportunités qui pourraient se présenter.

2. Vous envisagez la vente d'actifs ?

Un certain nombre d'investisseurs sollicite le groupe FIPP sur ses actifs situés à la montagne et en région parisienne. Si les prix proposés étaient en adéquation avec la valeur estimée de ses biens, le groupe rentrerait possiblement en discussion pour une éventuelle cession, en particulier sur le dossier de Blanc Mesnil.

3. Vue la décote de l'action, est-ce que c'est possible d'établir un programme de rachat d'actions ou une OPA partielle sur un 5-10% de la société qui peut créer beaucoup de valeur pour tous les actionnaires actuels ?

La question posée semble être la cession d'un bloc minoritaire par l'actionnaire de référence. A ce jour, le groupe FIPP n'a pas connaissance d'une telle volonté.

4. Quand est-ce vous envisagez que le résultat de la société permet de verser un dividende ?

Le groupe travaille sur un axe prioritaire

- La diminution des charges foncières grevant le bien détenu en région parisienne par une de ses filiales : ces charges obèrent les résultats consolidés du groupe mais entraînent également des dépréciations récurrentes dans les comptes annuels de la société mère FIPP.

Compte tenu des résultats déficitaires cumulés, il n'est juridiquement pas possible de distribuer de dividendes. Pour atteindre ces objectifs, cela devra nécessairement passer par des cessions d'actifs générant des plus-values pour absorber ces pertes antérieures.

5. Comment la société envisage de créer de la valeur pour les actionnaires avec l'actif à Londres ?

Le marché londonien est très particulier s'agissant d'un marché sensible aux acheteurs des pays de l'Est ou du Moyen-Orient ainsi qu'au taux de change entre la livre et l'euro.

Cet actif se valorise quasiment seul de par sa situation dans le quartier de Mayfair. Il s'agit d'un « asset trophy » qui a su montrer sa résilience en termes de valeur dans le contexte économique et géopolitique actuel.

6. Comment la société envisage de créer de la valeur pour les actionnaires avec la participation de Myhotelmatch ?

La société FIPP a une situation attentiste sur cette participation qui n'est pas essentielle pour ses activités. Elle sera donc opportuniste sur ce sujet.

7. Comment la société envisage de créer de la valeur pour les actionnaires avec l'actif Chalets « Les Meuniers » ?

Là encore il s'agit d'un actif très recherché dans un contexte de très forte demande dans ce secteur de la montagne. La valeur se crée donc avec le temps.

8. Comment la société envisage de créer de la valeur pour les actionnaires avec l'actif Centre d'Affaires Paris Nord ?

Indéniablement, il s'agit d'un dossier prioritaire pour le groupe.

D'abord, il s'agit, de par les procédures en cours d'obtenir que les taxes foncières anciennes mais aussi futures soient appelées au titre d'un actif non bâti avec déjà un bon premier résultat au Conseil d'Etat pour les années 2013 à 2018.

La procédure concernant les taxes foncières 2019 et 2020 est toujours en cours.

Ensuite, le groupe n'a jamais cessé de discuter avec des investisseurs et promoteurs sur ce dossier. Nous ne négligeons aucun effort pour trouver un investisseur au prix attendu.

9. Comment la société envisage de créer de la valeur pour les actionnaires avec l'actif Centre Clos la Garenne ?

Ce bien non stratégique est très bien situé en centre-ville. Le groupe a été approché par un acteur mondial du commerce de proximité et une offre lui a été faite.

Tous les efforts sont faits de part et d'autre pour signer une promesse de vente dans les prochaines semaines. Des discussions portent toujours sur les conditions suspensives.

10. Vu le haut frais fixes de cotation de sociétés, est-ce que c'est possible une fusion d'Acanthe, FIPP, et autres sociétés pour avoir une société cotée plus rentable et avec plus de liquidité sur le marché ?

FIPP est un groupe dont les actifs principaux sont situés à la montagne ou en région parisienne. Dès lors, un rapprochement avec la société citée qui intervient, elle, quasi uniquement dans le QCA, ne paraît être de nature à créer de la valeur pour les actionnaires.

La société FIPP étant une société SIIC, elle doit rester cotée. Les coûts liés à cette cotation sont donc nécessaires pour conserver ce régime.

WJ

AS. 19 FS M.C.